

# Sellal répond à Madani Mezrag : «C'est niet !»

**Un non franc et massif pour la création d'un FIS bis, dit Sellal en réponse à Madani Mezrag, mais une cacophonie au sommet de l'Etat persiste toujours dans le traitement des anciens terroristes dits «repentis».**

Madani Mezrag a enfin eu une réponse à son programme de retour en fanfare pour la création d'un parti FIS bis, lui qui a tenté de présenter sa décision, annoncée de son fief de Djidjel le 27 août dernier, comme ayant eu l'aval de ses interlocuteurs, de décideurs qu'il n'a, bien sûr, pas nommés.

«L'Etat ne laissera pas les personnes impliquées dans la tragédie nationale créer un parti politique».

Le propos est venu du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui présidait hier matin (mercredi) la cérémonie d'ouverture de la session parlementaire d'automne. Une réponse cinglante, sans équivoque puisque Sellal rappelle le texte de loi, en l'occurrence la charte pour la réconciliation nationale, votée, faut-il le rappeler, par référendum.

Pour lever toute équivoque, signifier qu'il ne s'agit pas d'une

position personnelle, et comme pour répondre à tous les citoyens qui s'interrogent sur l'absence d'Etat face aux piétinements de la loi par certains anciens terroristes et notamment par le sanguinaire des maquis de Djidjel, le Premier ministre précise que l'Etat est là et veille à faire respecter les lois de la République.

Si dans sa déclaration d'hier, Sellal a été on ne peut plus clair, l'absence de clarté réside toutefois ailleurs. Elle est dans le fait que, d'un côté, cet état s'exprime enfin fermement face aux velléités de l'ancien chef de l'AIS, le bras armé du FIS, pour lui dire très fermement niet et que de l'autre, il y a seulement quelques mois, celui qui est considéré par le chef du gouvernement et par déduction aujourd'hui, comme enfin «impliqué dans la tragédie nationale», avait été reçu par Ahmed Ouyahia au «titre de personnalité nationale» dont on sol-



Photo : Samir Sid

**Sellal lève toute équivoque.**

licitait l'expérience éclairée pour la future Constitution. Une invitation au siège de la Présidence qui avait soulevé un tollé général et un silence assourdissant de ce même Etat lorsque l'opinion générale demandait des explications. C'est pour le moins un

paradoxe qu'il faudra bien expliquer un jour, les citoyens n'étant pas sans interrogations face à cette cacophonie.

Comment expliquer le revirement de cette situation ? A ces questionnements, une réponse s'impose aujourd'hui : la lutte

contre le terrorisme, le traitement de la situation sécuritaire et la gestion de toutes les incidences collatérales n'ont pas, au niveau de l'Etat, une approche commune, partagée et c'est le moins qu'on puisse dire.

**Khedidja Baba-Ahmed**

## Le Premier ministre : «le projet de la révision constitutionnelle est prêt»

**Le coup d'envoi de la rentrée parlementaire — session d'automne des deux Chambres — (APN et Sénat) a été donné hier, par le président de l'Assemblée nationale, M. Larbi Ould Khelifa, en présence du Premier ministre, M. Abdelmalek Sellal. Ce dernier n'a pas raté cette opportunité pour évoquer notamment deux importantes questions : la révision de la Constitution et le tapage médiatique né autour de la dernière sortie de l'ex-émir de l'ex-organisation terroriste AIS.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - C'est lors d'une séance plénière dirigée par le président de l'Assemblée populaire nationale, Mohamed-Larbi Ould Khelifa, que le coup d'envoi de la rentrée parlementaire a été donné.

Le troisième personnage de l'Etat a plaidé pour «la conjugaison des efforts et la création d'un consensus entre les partenaires politiques et les organisations socioculturelles afin de sauvegarder la sécurité et la stabilité de l'Algérie». Mais c'est le Premier ministre M. Abdelmalek Sellal qui a marqué cet événement, en évoquant en marge de cette ouverture la question de la «création d'un parti politique par les éléments repentis de l'ex-AIS».

La réponse du Premier ministre a permis de lever définitivement les équivoques.

Selon lui : «Nous ne permettrons pas aux personnes impliquées dans la tragédie nationale d'enfreindre la charte de la paix et de la réconciliation nationale et créer un parti politique, et ce, dans le cadre des lois de la République notamment l'article 26 de ce texte. (...) Il ne sera permis à quelque personne que ce soit de rééditer la crise que le

peuple algérien a vécue dans les années 1990», tout en rappelant que «la charte pour la paix et la réconciliation nationale impose aux individus impliqués dans la tragédie nationale des obligations qu'ils doivent observer».

Pour Abdelmalek Sellal, la question est tranchée dans le cadre des dispositions de la charte pour la paix et la réconciliation. Et de clore ce chapitre en déclarant : «Je certifie avec force qu'on ne permettra à personne avec la force de la loi et des institutions de la République de revenir à la décennie noire.»

**«Le projet de la révision constitutionnelle est prêt»**

Pour le Premier ministre «il n'est plus question d'un retour en arrière. L'Algérie poursuivra son processus de réconciliation nationale et la lutte antiterroriste par la force de la loi jusqu'à ce que ce dossier soit définitivement clos». «Les fruits de la réconciliation nationale sont palpables sur le terrain et l'Algérie qui a renoué avec la sécurité et la stabilité est en mesure aujourd'hui de se tourner vers la réalisation du progrès économique», a-t-il dit.

L'autre question évoquée par le Premier ministre est celle relative au projet portant révision de

la Constitution. Toutefois, Abdelmalek Sellal est resté très évasif sur la question. Il s'est contenté de dire que le projet «appartient au président de la République», tout en laissant croire que «le texte est prêt». Question : le projet sera-t-il inscrit à l'ordre de cette session d'automne ?

Le Premier ministre a évité d'avancer la moindre information sur la question. Il est à noter que lors de son intervention à l'ouverture de la session, le président de la l'Assemblée nationale, M. Mohamed Larbi Ould Khelifa, a implicitement évoqué la question en déclarant que «c'est important le dialogue entre les partenaires de la classe politique et l'entente autour des questions essentielles qui intéressent le peuple, l'Etat, le présent et l'avenir de l'Algérie, notamment le projet de la Constitution de la République qui a été présenté à une large concertation, à l'effet d'élargir la base démocratique et d'ancrer les institutions de l'Etat moderne». Le discours prononcé par le président de l'Assemblée populaire nationale en cette circonstance présage d'importantes manœuvres parlementaires.

**«Nous pouvons faire face à la crise»**

Actualité oblige, l'autre point sur lequel le Premier ministre s'est attardé est celui relatif à la situation économique du pays. Ainsi, tout en reconnaissant que la «crise existe», conséquence directe de la chute des prix du pétrole, Abdelmalek Sellal a affirmé que «l'Algérie est en mesure



Photo : DR

d'y faire face». «Le gouvernement a pris des mesures courageuses en 2015 en optant pour la consolidation du secteur économique national et en orientant sa démarche vers la création des richesses», a-t-il souligné.

Une dynamique qui va se poursuivre en 2016, selon lui, et «ce à travers la diminution des investissements publics et la révision à la baisse des budgets de gestion», souligne le Premier ministre. Et d'assurer : «L'austérité ne sera pas le choix du gouvernement. Et les programmes sociaux seront maintenus.»

Se voulant rassurant, le Premier ministre pousse plus loin son argumentaire sur la question en déclarant que «nous disposons d'importantes potentialités

pour faire face à la crise (...). Nous sommes, aujourd'hui, appelés à nous orienter vers l'économie du développement, créatrice de richesse, mais avant cela, nous devons sortir de l'économie basée sur les hydrocarbures.

C'est là une approche qui doit impliquer tout un chacun, individus, partis, société et opérateurs».

Abdelmalek Sellal conclut son intervention en rappelant que le gouvernement qu'il dirige avait entamé la mise en œuvre d'un plan économique au titre de la Loi de finances complémentaire (LFC-2015), citant «les sages et courageuses décisions prises récemment pour faciliter les investissements nationaux».

**A. B.**